

Michel Foucher*

LES FRONTIÈRES DE LA RUSSIE

La visite du Président Dimitri Medvedev le 1^{er} novembre 2010 dans l'île de Kounachir (Kunashiri en japonais), la plus méridionale de l'archipel des Kouriles, a provoqué un regain de tension diplomatique avec le Japon qui revendique ces « territoires du nord » étendus d'Hokkaido au Kamchatka, annexés le 18 août 1945 à la suite de sa capitulation. La persistance de ce différend bloque la signature d'un traité de paix entre les deux Etats depuis 65 ans. Medvedev s'est engagé à améliorer le sort des treize mille habitants de ces quatre îles fortifiées. Compte tenu de l'avantage stratégique que procure à la Russie le contrôle de ces îles dont les détroits offrent des passages depuis la mer d'Okhotsk en direction des eaux libres de l'océan Pacifique, il est exclu qu'un règlement puisse voir le jour.

Quelques mois plus tôt, le 27 avril 2010, à Oslo, le même Medvedev et le Premier ministre norvégien Jens Stoltenberg rendaient publique leur intention, qualifiée d'historique, de signer dès que possible un accord sur la délimitation de leur frontière maritime en mer de Barents et dans l'océan Arctique. La section méridionale du fjord de Varanger avait fait l'objet d'accords en 1957 et 2007 mais son prolongement restait en suspens malgré des décennies de négociation. Les données précises de l'accord de 2010 n'ont pas été précisées et il est probable que des ajustements techniques seront nécessaires. La déclaration conjointe indique que la surface disputée sera divisée en deux parties de taille équivalente mais ce partage négocié n'affectera pas les régimes coopératifs de gestion des pêches et d'exploration pétrolière. Il est vrai que Statoil, la puissante compagnie pétrolière norvégienne, fort compétente en exploitation offshore, avait accepté en 2006 d'investir dans le gisement de Shtokman, aux côtés de Gazprom, Norsk Hydro et Total. L'accord en vue permet de renforcer le

* Michel Foucher est professeur de géographie à l'Ecole normale supérieure de Paris (Ulm), directeur de la formation à l'IHEDN. Dernier ouvrage paru : *La bataille des cartes. Analyse critiques des visions du monde*. François Bourin, novembre 2010.

point de vue russe quant à sa revendication sur une partie de l'océan glacial arctique et d'afficher ses nouvelles ambitions maritimes.

Aux deux extrémités de ses frontières maritimes septentrionales, la Russie entend poursuivre la territorialisation de son enveloppe, comme elle l'a fait sur plusieurs segments terrestres, en particulier avec la Chine. L'accord sino-russe du 14 octobre 2004 avait conclu une série d'accords partiels de délimitation et de démarcation. La Russie est donc contrainte de conduire une véritable politique frontalière dès lors qu'une partie de son enveloppe externe est récente au plan du statut, puisque les anciennes limites de la République fédérative de Russie sont devenues des frontières internationales à partir de décembre 1991. C'est la troisième fois en près d'un siècle que la Russie est confrontée à un remaniement territorial de grande ampleur et la seconde fois qu'elle le réalise non pas dans un contexte de conquête territoriale mais de repli. Cette position de faiblesse relative explique la difficulté du pouvoir russe à conduire une politique frontalière adaptée aux nouvelles réalités géopolitiques.

Dans les années qui suivirent la révolution de 1917, la fabrication de la nouvelle frontière russe, en retrait par rapport à la période antérieure, a connu des phases successives qui commencent à être mieux connues en raison d'un accès partiel aux archives. Dans une étude très récente¹ l'historienne Sabine Dullin montre comment un régime porteur d'une utopie de la non-frontière avait fini par opter pour une sacralisation des limites conduisant à leur fermeture et à la mise en œuvre de régimes répressifs. Elle est incarnée dans la valorisation de la figure du garde-frontière, héros positif au service du peuple qu'il protège des transgressions d'ennemis inventifs et qui devient après 1936 combattant sur plusieurs fronts. Après 1920, les fronts pionniers initiaux furent reconvertis en confins puis en zone frontière pansoviétique et en une bande frontalière gérée comme une vitrine, nationale et révolutionnaire, sous haute protection, mais aussi idéologique et sociale, avec l'entrée en scène d'une commission d'amélioration des frontières. Un durcissement vers une frontière stratégique s'opéra par les moyens d'une politique de modification brutale du peuplement. A partir de 1934, la frontière devint l'image d'un régime policier, conçue désormais comme un front doublé d'une zone interdite vers l'Ouest. Le funeste Pacte Ribbentrop - Molotov du 23 août 1939 marqua une nouvelle séquence d'annexions territoriales (Finlande, Pays baltes, Pologne, Roumanie), la frontière du Pacte se doublant de celle de l'Etat légitime de 1941 et de celle du « rideau de fer », ouvert un demi-siècle plus tard. La période stalinienne a créé un mode de gestion de la frontière extérieure de l'Union soviétique qui impliquait un contrôle étroit par les services spécialisés et la mise en place à l'extérieur d'un cordon de pays soumis.

Après 1991, la Russie a donc perdu, partiellement, le contrôle des républiques périphériques et a tardé à s'engager dans une politique de normalisation de tracés anciens à statut nouveau. La diversité des politiques suivies est remarquable et mérite qu'on s'y attarde.

Présentation générale des frontières terrestres actuelles de la Fédération de Russie : tracés et traceurs

L'enveloppe russe est près de 10 % plus longue que celle de l'ancienne Union soviétique (18534 km). Sur 44 % de sa longueur elle suit des limites terrestres déjà réglées - Norvège, Finlande, Pologne pour l'enclave de Kaliningrad, Mongolie. Le segment commun avec la Chine est désormais plus court - 3645 km contre 6450 pour l'ancienne dyade sino-soviétique. L'enveloppe compte en longueur 56 % de frontières internationales nouvelles dont les tracés suivent les anciennes limites des républiques fédérées. Elles n'avaient pas de base légale, en droit international, sauf pour celles des Etats baltes, indépendants entre 1919 et 1939 et dont les limites avaient fait l'objet de traités (surtout le traité de Riga en 1920).

Kilométrage après 1991 :

- Frontières antécédentes : Norvège 196 ; Finlande 1313 ; Pologne 432 ; Mongolie 3441 ; Chine 40 + 3605 ; Etats baltes (dont Kaliningrad) 290 + 217 + 227 (734) ; Corée du Nord (Tiumen) 19 = **9780 km**
- Frontières nouvelles (d'origine administrative) : Biélorussie 959 ; Ukraine 1576 ; Caucase (Géorgie - limite légale - + Azerbaïdjan) 723 + 284 ; Asie centrale 6846 = **10388 km**

Total général : 20168 km

Les dyades frontalières ont les origines suivantes

Pour la Norvège, la frontière suit l'ancienne limite entre le Grand-Duché de Finlande au sud du fjord de Varanger déjà cité, d'origine suédoise puis russe à partir de 1809.

La dyade finno-russe date de 1944 lors de l'armistice qui a suivi la guerre d'hiver et les rudes combats de 1940 et 1944 ; elle a été imposée par Moscou aux Finlandais pour inclure une grande partie de la Carélie, de la presqu'île de Kola et Petsamo (ex-port finlandais sur la mer Blanche, Petchenga) de manière à ménager un couloir stratégique entre Leningrad et Mourmansk. Elle porte directement la marque de Staline qui considérait que la limite antérieure était trop proche de Léningrad (15 km soulignait-il). D'où l'annexion de Vyborg (ex Vipuri, 2^e ville finlandaise en 1939), de l'isthme de Vyborg-Kexholm et de la bordure nord-ouest du lac Ladoga.

Nulle part ailleurs l'intention stratégique n'était plus manifeste : protéger Leningrad, comme le déclara Molotov : « comme on ne peut pas déplacer Leningrad, il faut déplacer la frontière » ; il fallut ensuite la peupler de Russes.

Avec les trois Etats baltes, les tracés sont plus complexes qu'il n'y paraît : ils reprennent d'anciennes limites entre la Russie et l'empire polono-lituanien des Jagellon, puis des limites administratives internes à l'Empire russe, plusieurs fois remaniées et enfin les traités de 1920. Ils furent altérés en 1945 au profit de la Russie avec l'inclusion d'Ivangorod à l'est de la Narva de la moitié orientale du lac Peïpous, de la région de Pskov et du secteur de Jaunlatgale (Abreme) pour contrôler une section de la voie ferrée de Leningrad à Kaliningrad (frontière à 20 km au sud de la voie ferrée Kaliningrad-Kaunas).

Les limites de la Russie avec le Belarus coïncident avec d'anciens contours des gouvernorats fixés lors des réformes de Catherine II (notamment entre Vitebsk et Smolensk).

La dyade Ukraine-Russie suit une ligne de front russo-cosaque marquée par une ligne de forts comme Belgorod, sur l'interfluve Dniepr/Don, au contact des collines et bas plateaux de plus de 200 m d'altitude de la plaine ukrainienne. Elle signalait sous l'empire les limites entre les gouvernorats de Koursk, Voronej et Kharkov et, plus à l'ouest, entre celui d'Orel et celui de Tchernigov, définis par l'ordonnance de Catherine II en avril 1775, émise après la grande révolte de Pougatchev. Elles furent brièvement reprises par l'Ukraine indépendante de 1919. Mais la section nord, que traverse la voie ferrée Moscou-Briansk-Gomel-Brest Litovsk fut allouée à la Russie dès 1921.

Les limites russo-ukrainiennes furent modifiées dans d'autres circonstances : incorporation du Donbass houiller et prolétaire et retrait du Kouban agricole lors de la Délimitation nationale de 1924 (*razmiejevanie, mieja* = limite) de Staline, cadeau fait par Moscou (Krouchtchev) de la Crimée en 1954 pour marquer le tricentenaire de l'inclusion de l'Ukraine à la Russie. A noter que vers l'ouest, l'Ukraine soviétique reçut la région de Lviv (Lvov) et la Galicie orientale (en application du Pacte de 1939), puis la Ruthénie subcarpathique (1945). Il résulte de ces remaniements à fonction politique (minorer la place des « koulaks » ukrainiens) que les populations d'origine russe et ayant le russe comme langue maternelle sont majoritaires à l'est du Dniepr (Dniepropetrovsk, Donbass avec Donetsk et Vorochilovgrad, Zaporoje). Dans ces conditions, dit-on à Moscou, est-il bien nécessaire de délimiter et surtout démarquer une frontière internationale ?

Les frontières de la Russie au sud furent et restent (2008 en Géorgie)

conçues comme des frontières militaires, modifiées par le Kavbureau en 1922-36. Il s'agissait d'une aire de confins entre les empires russe, ottoman et perse, intégrée à la Russie au début du XIX^e siècle pour protéger les Arméniens et les Géorgiens chrétiens. Les actuelles limites méridionales de la Russie coïncident avec des lignes de fortifications cosaques, les *stanitsa*. Jusqu'en août 2008, la dyade russo-géorgienne suivait les crêtes du Grand Caucase, percée de deux routes allant d'Ordjonikidzé (Ossétie du nord, Vladikavkaz) à Tbilissi par le col de la Croix (Krestovyy Pereval, grande route militaire du Caucase depuis 1799) et une seconde à l'ouest vers Kutaisi. La tentative militaire « aventureuse » du président géorgien a offert à Moscou l'occasion inespérée d'installer durablement ses troupes au sud de la haute ligne de crêtes, en contrôlant plus de 200 km de littoral de la mer Noire (compensant en partie la perte du littoral ukrainien) et de prendre position en base du piémont sud, à portée de canon de Tbilissi.

La limite Russie-Azerbaïdjan suit la crête orientale du Caucase puis la vallée de la Samour, par Gandja, Kirovabad et le sud de la vallée de la Koura, clé de la circulation est-ouest. Gandja (Elisabetpol) avait été conquis en 1804 sur la Perse qui accepta par le traité de Gulestan en 1813 de concéder à la Russie les provinces perses situées au nord de la vallée de l'Araxe. L'annexion de Bakou en fit la capitale d'un nouveau gouvernorat à la suite des traités de Turkmanchai et d'Edirne (1828). A la faveur de la guerre de 1877-78, la Russie annexa la région de Kars-Ardagan.

La dyade russo-kazakhe actuelle s'inscrit dans une stratégie de lutte contre deux tendances centrifuges, le panislamisme et le pantouranisme, via le mouvement des nationalités. Les limites nord et sud coïncident avec deux lignes de conquête militaire de 1801 et 1855, et l'aire d'extension des trois hordes kazakhs, fédérations tribales placées sous la protection du tsar à partir du milieu du XVIII^e siècle. Annexe technique de la Russie, les bas plateaux kazakhs et les bandes sud des terres noires entre l'Oural et l'Irtych devinrent des aires de colonisation depuis l'abolition du servage en 1861. Ils furent conservés à la Russie lorsque le Kazakhstan fut érigé en république séparée en 1936. Elle est aujourd'hui la plus étendue de toutes.

La limite russo-mongole fut d'élaboration complexe. Elle s'esquissa dès 1680 lorsque la poussée russe vers l'est se heurta à l'Empire mandchou. Il fallait contrôler un passage au sud du lac Baïkal, depuis Krasnoïarsk, pour franchir la vallée de l'Iénisseï. En 1923 fut entreprise la russification de la République des Bouriates, groupe bouddhiste de culture mongole dont l'aire fut découpée en trois avec la formation d'une République autonome et des Okrougs d'Oust-Ordynsk (oblast d'Irkoutsk) et d'Agâ (oblast de Chita). En outre la Mongolie était conçue dès 1921 comme un espace tampon avec la Chine.

Avec la Chine, la Russie n'a cessé de négocier des traités, au fur et à mesure de ses avancées vers l'est et de ses heurts avec l'Empire chinois². Le premier fut le traité de paix et de limites de Nertchinsk signé le 27/8/1689 à la suite d'une victoire mandchoue sur les Russes (section sur l'Argun). Le traité postérieur - Aïgoun en 1858 - fixant une limite sur l'Amour/Heilongjiang devait assurer une double juridiction sur les terres situées entre la section nord-sud de l'Oussouri et le littoral de la mer du Japon ; elles furent annexées par la Russie dès 1860. La perte d'une très longue façade maritime - 1600 km - située entre l'embouchure de l'Amour et celle de l'Oussouri, face à Sakhaline, fonda la représentation chinoise de traités inégaux. Elle portait sur l'actuel territoire de Primorié et non, comme on le lit parfois, sur la Sibérie ou l'Extrême Orient russe dans son ensemble. Elle fut source de demandes jamais satisfaites de révision qui perdurèrent jusqu'à la reprise des négociations cent vingt ans plus tard, à l'initiative de Gorbatchev qui voulait, après son discours de Vladivostok, éviter le risque d'un second front³ et proposa un accord de réduction des forces militaires et des mesures de confiance dans la zone frontière en avril 1990. Trois ans auparavant avait été agréée l'ouverture au commerce de postes frontaliers (Korgas, Turugat, Yining et Skorskog, fermé en 1916). Cet accord marqua une nouvelle approche de la gestion de la frontière commune après les tensions issues de la rupture idéologique de 1958 entre Moscou et Pékin.

Après 1991, la dyade sino-soviétique s'est subdivisée, à l'ouest de la Mongolie, en quatre segments. Les négociations reprirent avec la formule « 4 + 1 », format doté de deux commissions, l'une sur la réduction des armements et des forces - sur une bande de 100 km, avec des inspections conjointes -, l'autre sur la fixation définitive et la démarcation des tracés. Ce format a donné naissance à l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), incluant l'Ouzbékistan, comme partie prenante d'une convention visant à réprimer « le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme »⁴. Le traité sino-russe de 1997 confirma ceux passés en 1858-60 ; il fut complété d'un accord de partage de quelques 2444 îles fluviales inhabitées⁵. La méthode en trois étapes est symptomatique de ces règlements contemporains : négocier d'abord sur les segments qui ne font pas problème ; signer et appliquer l'accord de délimitation, qui ne vaut pas pour les zones en suspens ; rechercher alors pour ces dernières un « compromis mutuellement acceptable ». Les deux parties eurent beau évoquer l'esprit du « cinquante - cinquante » de leurs réunions, cela n'a pas débouché sur un partage égal en nombre - 1163 îles pour la Russie, 1281 pour la Chine - ou en superficie, complété d'une formule d'« usage commun » ultérieur, compte tenu des réticences des autorités locales. Cette approche a permis de présenter chaque partie comme victorieuse⁶. Il est vrai que des mesures de confiance stratégique, c'est-à-dire de diminution des effectifs et

installations militaires, avaient précédé les accords techniques. Le 14 octobre 2004 la Chine et la Russie sont enfin parvenues à s'accorder par traité sur leurs frontières communes⁷.

On l'aura compris, la Russie n'a pas d'autre choix que de conduire une politique frontalière, adaptée à ses intérêts et aux configurations géopolitiques propres à chacune de ses dyades.

Géographie des dyades : statuts actuels et problématique frontalière de la Fédération de Russie

Les contentieux frontaliers concernent deux dyades. Dans le cas de l'Estonie, le retrait de la reconnaissance de la frontière pourtant agréée n'est pas dû à un différend territorial mais à une volonté des autorités russes de sanctionner un Etat qui est accusé de « révisionnisme » historique, dès lors qu'il juge que la période soviétique a été vécue comme une « occupation » et non comme une libération et une incorporation librement consentie. C'est le rapport à l'histoire qui est ici en jeu. La situation de la Géorgie a déjà été évoquée. Elle ne paraît pas susceptible d'évolution sauf à ce que s'installe à Tbilissi un gouvernement moins hostile à Moscou. En fait, l'essentiel n'est pas là mais dans la capacité de l'Etat russe à accepter les nouvelles réalités géopolitiques, ce qui va de pair avec la transformation de la Russie d'un Etat fondé sur un territoire et un peuple à un Etat-nation normal, sur le modèle européen. La transition d'un système impérial à frontières multiples incluant des glacis intérieurs et extérieurs à un Etat national délimité par une frontière linéaire unique à fonctions classiques (police, douane, sécurité, symbolique) est en cours. C'est une situation inédite qui explique que Moscou ait tardé à entamer des négociations bilatérales. Mais, en dehors de la Géorgie, l'Etat russe ne les a pas contestées alors que les anciennes limites républicaines n'étaient ni formalisées en termes légaux comme limites internationales ni même équipées et surveillées, et la moitié des districts des gardes-frontières se situaient hors du territoire russe. La création d'une agence spécialisée indépendante - Service Fédéral des Frontières -, par Boris Elstine, alla de pair avec la conclusion d'accords avec l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Kirghiztan pour enrôler des nationaux dans les forces russes. On comptait alors sur la réussite d'accords douaniers, monétaires et d'union économique de la CEI et une série d'accords bilatéraux pour maintenir le système frontalier antérieur. Ce fut un échec. La doctrine frontalière de 2001 visait à établir des limites équipées pour faciliter les flux commerciaux, contrôler l'immigration et prévenir d'intenses trafics, notamment en provenance d'Asie centrale : une logique de « fermeture-éclair » selon le Général Nikolaev, alors chef du Service Fédéral des Frontières.

Vladimir Poutine a engagé la Russie dans un programme de délimitation généralisée de sa très longue enveloppe terrestre, comme l'un des supports de formation d'un Etat national qui est l'une de ses priorités. La réintégration du Service des 220 000 gardes-frontières dans le Service Fédéral de Sécurité (FSB) en 2003 renouait avec la tradition soviétique. Le FSB avait attiré l'attention sur les conséquences de l'absence de traités de délimitation, notamment en termes de sécurité, dans le contexte des graves crises affectant le Caucase du Nord. La commission des frontières d'Etat de la Douma a engagé en 2005 un budget de 65 milliards de roubles sur deux ans - 2,3 mds d'euros - pour moderniser les segments les plus sensibles : routes du Caucase au nord de la Géorgie, Azerbaïdjan et Daghestan, rive nord-ouest de la mer Caspienne et Kazakhstan. L'argument sécuritaire occupe évidemment une place centrale dans cette réorientation. D'où la présence de gardes-frontières russes sur la dyade afghano-tadjike et la priorité donnée à la surveillance du Nord-Caucase. D'où également l'installation d'équipements informatisés, et le recours à partir de 2010 non plus à des conscrits mais à des spécialistes sous contrat, ainsi qu'à des familles de gardes implantées sur les confins, selon la tradition cosaque. Un régime russe de visas a été établi à partir du 30 août 2000, mettant fin à l'accord de libre circulation de Bichkek de 1992, pour des raisons de sécurité. Furent créées sept administrations régionales et le nombre de contrôles a été triplé.

Le cas ukrainien est le plus intéressant à observer, avec une succession de traités : mai 1997 puis janvier 2003 après un accord pour mettre fin aux contentieux sur le partage de la mer d'Azov et le détroit de Kertch, passage de frontière entre la Crimée ukrainienne et le delta russe du Kouban ; enfin avril 2007 avec le démarrage de relevés de démarcation. Il reste à voir si le nouveau gouvernement, largement ouvert aux thèses de Moscou, aura les mêmes préoccupations de règlement des limites. Des travaux de recherche sont en cours par des équipes conjointes de géographes.

Avec le Kazakhstan, le traité de 2005 a été signé après six années de négociation. Le pouvoir kazakh est d'un nationalisme intransigeant et le déplacement de la capitale à Astana, au cœur des anciennes terres vierges, marque clairement la volonté de rapprocher le centre de gravité politique du nouvel Etat de sa limite septentrionale. Modèle français si l'on veut, Paris plutôt que Bourges. Il reste que le nouveau tracé coupe en partie le corridor russe entre l'Oural et la Sibérie occidentale, recoupe l'axe du Transsibérien et a conduit à la signature d'accords de coopération entre oblasts limitrophes et à l'économie intégrée (Orenburg et Tcheliabinsk).

Avec la Chine, le choix réciproque de promouvoir les échanges économiques contribue à l'ouverture de nouveaux postes, à la réhabilitation des voies ferrées, à des projets de ponts, à la construction d'oléoducs (le

premier a été inauguré en avril 2010), à des accords de navigation fluviale. Le commerce anime des villes-doublets comme Suifenhe et Grodekovo, Heihe et Blagovchtchensk, avec une dissymétrie croissante entre les deux au profit de la ville chinoise. La signature d'accords de circulation des personnes entre administrations locales et entre entreprises a favorisé l'immigration chinoise, sans que des chiffres fiables puissent être avancés : 400 000 immigrants semblent une estimation plausible, ainsi qu'un petit million de passages aller et retour⁸. Cette circulation nouvelle, qui n'avait commencé qu'après la politique de normalisation lancée par Gorbatchev a suscité des émois et des tensions locales en Russie, surtout dans des régions d'Extrême-Orient dépeuplées - 7 millions d'habitants, dix fois moins que le Heilongjiang et le Jilin - et en crise économique. L'ouverture des villes frontalières chinoises en 1992 -Heihe, Tongjiang et Suifenhe, l'accès à Vladivostok -, conçues comme des territoires de modernisation au même titre que les zones économiques spéciales côtières, a entraîné une croissance rapide des flux dans une Asie du nord-est longtemps à l'écart de la libre circulation. Le risque migratoire est perçu en Russie comme relevant de la sécurité nationale, surtout lorsque Pékin demande une libéralisation de la circulation des personnes. Voilà qui s'inscrit dans une stratégie cohérente de conquête de marchés, sous le contrôle de firmes chinoises favorisant les migrations, y compris par un recours croissant aux visas touristiques. L'installation d'un système sino-russe d'analyse et d'information des migrations internationales en 2000 - CMIAS - pour couvrir l'aire étendue de Vladivostok à Irkoutsk vise à coordonner la surveillance des flux.

Il conviendrait également d'analyser les effets de ces nouvelles frontières russes qui sont toutes sécantes par rapport aux immenses réseaux de transport hérités (tubes, réseau électrique, transport ferroviaire et fluvial). La Russie n'a conservé que la moitié des ports soviétiques et en édifie de nouveaux, Primorsk, Vysstok et Oust Louga au nord, Novorossiisk au sud. Des stratégies de contournement sont engagées, illustrées par le tracé direct du gazoduc NordStream. Moscou veille à contrôler les stratégies de désenclavement de ses voisins.

Les frontières russes restent différentielles avec, selon des segments, des fonctions stratégiques et sécuritaires, économiques et d'influence. Enfin, espace continental intermédiaire entre l'actif foyer économique et démographique ouest-européen et l'Asie orientale émergente⁹, la Russie a tout intérêt à développer avec ses grands partenaires français et allemand une stratégie de pont transcontinental terrestre tout en s'affirmant comme un Etat euro-pacifique, de la mer de Barents à la mer d'Okhotsk.

Notes :

¹ Sabine Dullin, *L'URSS à la frontière (1920-1940)*, à paraître en 2011.

² Voir ici les développements que je consacre à ce sujet dans *L'obsession des frontières*, Perrin, 2007, et dans *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Fayard, 2^e édition 1998, 3^e éditions 2004.

³ Il gardait à l'esprit le conflit armé de mars 1969 qui avait porté sur l'île Damanski, sur le Haut Amour, lié techniquement à une divergence d'interprétation sur le tracé : la frontière était-elle sur la rive droite (thèse russe) ou bien au milieu du talweg (thèse chinoise) ?

⁴ Des traités bilatéraux furent signés par chacun des 4 avec la Chine entre 1994 et 1999, au prix de concessions territoriales kirghize et tadjike en faveur de la Chine.

⁵ Le sort de trois îles, deux (360 km²) situées à la confluence de l'Oussouri et de l'Amour en face de Khabarovsk et l'autre (50 km²) sur le Haut Argoun, fut scellé en 2005.

⁶ Iwashita Akihiro, *A 4000 Kilometer Journey along the Sino-Russian Border*, Sapporo, 2004.

⁷ En complément des traités de 1991, 92, 94 et de l'accord de démarcation de 1997.

⁸ Vilia Grebas, "Chinese Migration and Chinese Ethnic Communities in Russia", in *World in the Mirror of International Migration*, vol.10, Univ. Lomonossov, 2002.

⁹ Michel Foucher, *Asies nouvelles*, Belin, 2002.